



WIND
ARE YOU IN?

**MANIFESTE EN
FAVEUR DE
L'ÉNERGIE
ÉOLIENNE
DANS LE
MONDE POUR
LA COP26**



La COP26 doit être un moment décisif et inaugurer une décennie de renouveau en matière d'action et de collaboration dans la lutte contre le changement climatique. Nous disposons déjà des outils et de la technologie nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète et même pour atteindre notre objectif commun de zéro émission nette d'ici à 2050. Une volonté politique sans précédent et la mobilisation de la société tout entière sont cependant indispensables pour y parvenir.

Nous devons collaborer pour faire passer l'énergie éolienne à la vitesse supérieure et préserver notre planète pour les générations futures. Nous sommes partants. Et vous ?

L'heure n'est plus aux atermoiements ni aux délibérations. La climatologie et les perspectives mondiales sont claires : puisque les trois quarts des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent du secteur de l'énergie, une décarbonation rapide est urgente et vitale.

C'est aujourd'hui que nous devons agir pour permettre une transition énergétique à l'échelle mondiale au cours de cette décennie. Faute de quoi, nous serons confrontés à des risques et périls de plus en plus graves liés au réchauffement de notre planète, qui deviendra inhabitable pour une bonne partie de l'humanité et pour la nature qui nous entoure. La COP26 doit marquer le commencement d'une ère nouvelle de développement durable alimenté par les énergies renouvelables.

L'énergie éolienne est au cœur de la lutte contre le changement climatique. Grâce à des installations générant près de 800 GW dans le monde entier, l'énergie éolienne permet déjà à la planète d'éviter l'émission de plus de 1,1 milliard de tonnes de CO₂ par année, soit l'équivalent des émissions de carbone annuelles de toute l'Amérique latine. Grande pourvoyeuse d'emplois qualifiés et d'avantages socio-économiques, à la source de multiples innovations et investissements, l'industrie éolienne est un vecteur de transformation positive des économies et des communautés dans le monde entier. Elle joue un rôle crucial dans la revitalisation des pays en modernisant leurs infrastructures et en contribuant à des systèmes énergétiques abordables, fiables, durables et modernes. L'énergie éolienne est une solution transversale qui aide à la décarbonation des industries à haute consommation énergétique comme les transports, l'acier, le ciment et les produits chimiques. Elle a en outre un impact positif sur l'environnement, la biodiversité et l'agriculture.





Dans la feuille de route pour 2050 publiée cette année par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) et par l'Agence internationale de l'énergie (IEA), l'énergie éolienne devient un pilier central pour la neutralité carbone mondiale puisqu'elle génère plus d'énergie propre que toute autre source.¹ Mais c'est une ressource qui n'est pas suffisamment déployée (pas assez rapidement et dans trop peu de régions) pour voir cet avenir se matérialiser.

Si les taux d'installation actuels sont maintenus, nous n'aurons que 43 % de la capacité éolienne nécessaire à la neutralité carbone mondiale à l'horizon 2050, ce qui nous condamnerait à manquer nos objectifs climatiques (voir Annexe). Sans mesures draconiennes pour accélérer le déploiement de l'énergie éolienne, nous ne parviendrons ni à décarboniser la production d'électricité, l'industrie, les transports, le chauffage et les autres secteurs, ni à étendre de manière significative la production d'hydrogène vert.

Pour parvenir à un monde sans émissions de CO₂ dans les neuf prochaines années, le volume annuel d'énergie éolienne déployée sur la planète entière doit quadrupler par rapport aux 93 GW installés l'année dernière. Cet objectif est réalisable, mais uniquement si nous refusons le statu quo et considérons l'énergie et l'économie comme des urgences climatiques.

En tant que coalition représentant plus de 90 entreprises et organisations s'occupant d'installations éoliennes terrestres, flottantes et fixes et de chaînes d'approvisionnement dans le monde, nous exhortons les gouvernements à s'impliquer dans la COP26 cette année. Les décideurs nationaux de chaque région du monde doivent :

¹La feuille de route de l'IEA sur la neutralité carbone à l'horizon 2050 présente une génération d'électricité mondiale composée d'énergie éolienne (35 %), solaire (33 %), hydraulique (12 %), nucléaire (8 %), de bioénergie (5 %), d'énergie à base d'hydrogène (2 %) et d'énergies fossiles avec capture et stockage ou réutilisation du carbone (2 %). Le rapport d'IRENA « World Energy Transitions Outlook: 1.5° Pathway » (Perspectives sur la transition énergétique dans le monde compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5 °C) présente un mix énergétique mondial composé essentiellement d'énergie éolienne (environ 1/3) et solaire (près de 30 %), le reste étant partagé entre énergie hydraulique, bioénergie, énergie géothermale, énergie marémotrice et énergie à base d'hydrogène.

1

ACCROÎTRE LEURS AMBITIONS EN MATIÈRE D'ÉNERGIE ÉOLIENNE ET LES REFLÉTER DANS DES CONTRIBUTIONS DÉTERMINÉES AU NIVEAU NATIONAL (CDN) MISES À JOUR, DES STRATÉGIES NATIONALES DÉTAILLÉES EN MATIÈRE DE CLIMAT ET DES PLANS ÉNERGÉTIQUES À COURT ET À LONG TERME.

Des objectifs concrets de capacité éolienne ou de production d'énergie éolienne doivent être fixés, et accompagnés d'un calendrier clair et détaillé ainsi que d'un horizon pour l'objectif zéro émission nette. Les organismes publics en charge du climat, de l'énergie, de l'économie, de l'environnement, des infrastructures et de l'emploi doivent s'aligner sur ces objectifs, afin de garantir que le secteur public soit doté des ressources nécessaires pour les atteindre. Des objectifs doivent également être définis et mis en application dans les secteurs à fortes émissions de carbone et par leurs acteurs au travers, entre autres, de partenariats publics-privés, de programmes d'incitation aux énergies renouvelables, et d'obligations déclaratives pour les entreprises. Outre le développement de l'électrification pour augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, les gouvernements pourraient envisager des solutions à l'hydrogène vert reposant sur l'énergie éolienne pour décarboniser des secteurs comme l'industrie lourde.

2

S'ENGAGER DÈS MAINTENANT À CESSER RAPIDEMENT LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DU CHARBON.

La combustion de charbon est nocive pour la population et l'environnement, et de moins en moins rentable par rapport aux énergies renouvelables dont les coûts sont compétitifs. La fermeture rapide des centrales à charbon dans le monde entier à partir de 2022, et le respect des calendriers de démantèlement et de suppression progressive, feront la différence entre un réchauffement planétaire supérieur à 2 °C ou limité à 1,5 °C.





Ces mesures entraîneront également des économies de plusieurs milliards de dollars en approvisionnement énergétique et en coûts de santé publique, montants qui pourront être consacrés à des programmes de croissance propre. Un accord mondial sur l'élimination progressive du charbon est nécessaire de toute urgence. Il doit comprendre: une interdiction des investissements dans de nouvelles centrales à charbon par les agences nationales de crédit à l'exportation, les banques politiques et les banques multilatérales de développement; un engagement des gouvernements à ne pas ouvrir de nouvelles centrales à charbon et à fermer rapidement les centrales existantes; et un mécanisme qui garantisse transparence et responsabilité quant au respect de ces engagements et qui prévoit une compensation équitable pour les fermetures précoces.

3

CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE LES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE DU FUTUR.

La modélisation du marché de l'énergie doit changer de cap pour refléter les systèmes de demain : le marché doit acquiescer de la souplesse, pouvoir répondre à la demande, être fiable et pouvoir s'appuyer en grande partie (si ce n'est à 100 %) sur les énergies renouvelables. Ces systèmes sont déjà fonctionnels, et ils sont techniquement et économiquement réalisables dans le monde entier ; mais ils exigent des conditions de concurrence équitables pour permettre le déploiement à grande échelle des énergies renouvelables. Cela signifie qu'il faut : supprimer les subventions ou les avantages directs et cachés en faveur de la production de combustibles fossiles ; donner la priorité aux énergies renouvelables dans l'attribution des terres et des fonds marins, l'approvisionnement, la construction, le raccordement au réseau et la distribution ; tenir compte des coûts socio-économiques et environnementaux du charbon ; et réaligner les marchés de l'électricité afin de prendre en compte plus largement la valeur du système, y compris les externalités telles que les besoins de réseau et d'équilibrage, les besoins de flexibilité du système énergétique, les émissions, l'impact environnemental et les avantages socio-économiques. Il faudra également réaliser une électrification à large échelle pour s'assurer que les énergies renouvelables puissent remplacer complètement les combustibles fossiles dans les transports, le chauffage et l'industrie.

4

METTRE EN PLACE DES DISPOSITIFS D'OCTROI DE PERMIS SIMPLIFIÉS ET JUDICIEUX POUR LES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUELABLE AFIN D'EN ACCÉLÉRER LE DÉPLOIEMENT ET D'EN MINIMISER LES ABANDONS.

Trop de pays ne parviennent pas à tirer parti de l'intérêt énorme des investisseurs pour le déploiement de projets d'énergie éolienne, en raison de dispositifs d'octroi de permis trop complexes et bureaucratiques. Si les procédures d'octroi des permis, y compris pour l'allocation de terrains et la connexion au réseau, ne sont pas simplifiées, il y aura un excédent de projets bloqués « en cours de route » et les pays n'atteindront pas leurs objectifs climatiques. Les délais d'obtention de permis – qui recouvrent l'aménagement du territoire, l'évaluation de l'impact environnemental et social, le permis de construire, le raccordement au réseau et les obstacles juridiques – ralentissent le déploiement de l'énergie éolienne sur certains marchés leaders mondiaux du secteur, comme l'Allemagne et l'Inde.

Pour les projets éoliens terrestres, l'obtention d'un permis peut prendre plus de 8 ans en Espagne, Italie, Grèce, Suède, Belgique (Flandres) et Croatie, si l'on compte le temps occupé par les contestations judiciaires, selon WindEurope. Au Japon, le processus complexe d'évaluation de l'impact environnemental peut prendre jusqu'à 5 ans. L'obtention de permis pour les projets éoliens en mer, qui comprennent des évaluations de l'impact environnemental et la consultation des parties prenantes, exige généralement au moins 6 ans.

La transition énergétique nécessite une transformation de l'ensemble du système, alimentée par les énergies renouvelables. Les responsables politiques doivent faire en sorte que la bureaucratie et les formalités administratives n'obstruent pas la réalisation de nos objectifs climatiques. En même temps, le secteur des énergies renouvelables s'engage en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, d'une coexistence harmonieuse avec les communautés locales et les utilisateurs de l'espace terrestre ou maritime dans lequel les parcs éoliens sont construits, ainsi que du respect de normes environnementales et sociales élevées.



Les mesures suivantes doivent notamment être envisagées : des délais maximaux obligatoires pour l'autorisation des installations d'énergie renouvelable, tels que 2 ans pour les projets d'éoliennes terrestres, 3 ans pour les projets d'éoliennes en mer et 1 an pour les projets de renouvellement de parcs éoliens, avec un délai supplémentaire discrétionnaire dans des circonstances extraordinaires ; un processus structuré et limité dans le temps pour que les développeurs puissent fournir des preuves ; un mécanisme d'échange d'informations pour les litiges juridiques destiné à prévenir l'extension des délais pour les projets d'infrastructures critiques ; des stratégies d'utilisation des terres ou de l'océan qui donnent la priorité aux solutions énergétiques respectueuses de l'environnement ; et des dispositifs accélérés d'octroi de permis pour donner la priorité au renouvellement des parcs éoliens existants dont les éoliennes arrivent en fin de vie.

5

LANCER DES PLANS VISANT À CONSTRUIRE RAPIDEMENT DES RÉSEAUX D'ÉNERGIE PROPRE ET DES STATIONS DE RECHARGE POUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES.

Pour répondre à l'urgence de la transition énergétique, il est nécessaire d'augmenter les investissements publics et privés dans des réseaux sûrs, intelligents et flexibles allouant aux énergies renouvelables un rôle de plus en plus important. En mettant en commun le savoir-faire des gestionnaires de réseaux, des législateurs et des agents des services publics, les pouvoirs publics peuvent entreprendre des planifications à long terme portant sur l'expansion et la consolidation du réseau, l'électrification des transports, ainsi que la création de marchés régionaux pour l'exportation et le commerce de l'électricité. La planification des réseaux doit également tenir compte des solutions de stockage de l'énergie, comme les stations de transfert d'énergie par pompage et l'utilisation de batteries à l'échelle industrielle, qui peuvent réduire l'encombrement du réseau et favoriser l'équilibrage.





6

ÉLABORER DES POLITIQUES COHÉRENTES ET INCLUSIVES QUI ALLOUENT DES RESSOURCES PUBLIQUES À LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE NEUTRE EN CARBONE, CENTRÉE SUR LES PERSONNES.

L'analyse mondiale réalisée cette année par IRENA montre que la mise en œuvre d'une transition énergétique compatible avec une limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C a des effets positifs nets sur la société et l'économie, par rapport aux politiques actuelles. À l'horizon 2030, les investissements liés à la transition, tels que le déploiement à large échelle des énergies éolienne et renouvelables, l'amélioration du réseau et l'efficacité énergétique, généreraient mondialement près de 40 millions d'emplois supplémentaires. La création de valeur comparative de la transition énergétique se traduit également par un PIB plus élevé et des indicateurs de bien-être social. Diriger le transfert des bénéfices vers toutes les communautés est un élément crucial pour une transition équitable. Les gouvernements pourraient lancer des programmes de requalification et de transition de la main-d'œuvre visant à identifier des opportunités professionnelles durables dans le domaine de l'énergie propre pour les travailleurs des industries en déclin, comme les combustibles fossiles et les secteurs qui en dépendent. Dans le cas présent, le secteur de l'éolien en mer en pleine croissance offre une voie de reconversion pour le personnel travaillant dans les secteurs de l'exploitation pétrolière et gazière en mer et l'ingénierie marine.

7

CADRER LES FLUX FINANCIERS NATIONAUX ET RÉGIONAUX EN FONCTION DE CRITÈRES COMPATIBLES AVEC LES OBJECTIFS DE NEUTRALITÉ CARBONE ET DE LIMITATION DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE À 1,5 °C.

Les capitaux ne manquent pas pour l'énergie éolienne lorsqu'il existe un environnement d'investissement favorable. Mais pour réaliser collectivement la transition énergétique, le financement public – qu'il s'agisse de revenus d'exportations ou de flux des caisses de l'État – doit être décidé en fonction de principes d'innocuité qui prennent en compte les retombées sociales et environnementales, et doit éviter le risque des actifs bloqués, en particulier ceux des combustibles fossiles. Les objectifs climatiques doivent par conséquent être pris en compte par tous les ministères des finances et les organismes publics. Les dépenses publiques en faveur du déploiement des énergies renouvelables doivent incorporer les perspectives du secteur privé, en particulier en ce qui concerne la faisabilité financière des projets et les obstacles au développement sur le terrain.

8

FAIRE PROGRESSER LA COOPÉRATION VOLONTAIRE SUR LE PRIX DU CARBONE EN VERTU DES ARTICLES 6.2 ET 6.4 DE L'ACCORD DE PARIS.

Des approches commerciales efficaces et crédibles du prix du carbone peuvent encourager les pays à augmenter leurs CDN en créant des mécanismes qui reconnaissent les coûts sociétaux des émissions de gaz à effet de serre et de la pollution. Les mécanismes qui dissuadent les émissions à la source, comme l'ajustement carbone aux frontières sur les produits grands consommateurs d'énergie, envoient des signaux de marché forts aux acteurs étatiques et non étatiques du secteur de l'énergie et des autres secteurs, en faveur de l'investissement dans les technologies à faible émission de carbone.



Nous, les cosignataires de ce manifeste, exhortons les gouvernements et les instances compétentes à reconnaître l'existence de la crise climatique actuelle et à s'intéresser sérieusement aux énergies renouvelables à l'occasion de la COP26, cette année. Le secteur éolien mondial est prêt à collaborer avec les gouvernements, les législateurs, les gestionnaires de réseau, la société civile, les communautés locales et les autres parties prenantes pour protéger notre avenir.

Le 18 octobre 2021

Liste des cosignataires :



